



LA PHARMACIE DANS LA CONFEDERATION PENDANT LA GUERRE DE SECESSION

par Jean Auvray, pharmacien

*L*e Sud, a-t-on dit, n'a pour faire la guerre que son coton et son arrogance. Il y a beaucoup de vérité dans cette phrase lapidaire malgré son caractère quelque peu outrancier.

L'arrogance du Sudiste émanait de sa sensibilité à la singularité de sa société, fortement hiérarchisée et dominée par une caste de planteurs propriétaires d'esclaves. Face au Nord révolutionnaire et matérialiste, le Sud représentait, aux yeux de ses habitants, la stabilité, l'ordre, la vraie santé, inspirant un souriant fatalisme et tempérant la conviction, si répandue chez les autres Américains, que l'homme doit conquérir ce qui l'entoure.

Sudistes et Nordistes avaient, au cours du temps, coulé leur hostilité dans des moules définitifs : ils se regardaient l'un l'autre comme différents, inférieurs et dangereux. En novembre 1860, l'élection à la présidence du Nordiste Abraham Lincoln, républicain et antiesclavagiste, avait marqué le point de non-retour. Rendue inévitable, la sécession des Etats du Sud avait concrétisé la rupture des liens nombreux et forts qui ne laissaient pas malgré tout d'unir les Etats, notamment une commune fierté de leur passé, une identité territoriale et linguistique, et l'adhérence à un ensemble de principes qui constituaient presque un credo national : la mission de l'Amérique dans le monde.

La tragédie du Sud, celle de son président Jefferson Davis, celle du peuple courageux que cet aristocrate honnête et intelligent, mais hautain, orgueilleux et romantique, conduisit si vaillamment au combat, c'est d'avoir complètement méconnu et sous-estimé la puissance du peuple contre lequel il entra en rébellion, et dont il pensait pouvoir freiner l'élan. Et la conviction la plus couramment répandue dans le Sud, c'était que même si l'indépendance n'était pas acquise par les armes, le marché européen avait absolument besoin de coton et que ce *roi Coton* obligerait l'Europe à intervenir en faveur de la Confédération et permettrait d'acheter tout ce dont le Sud, essentiellement agricole et pratiquement dépourvu d'industrie, avait besoin pour mener à bien son combat. C'était la dangereuse illusion et une erreur fondamentale. *Toute la force révolutionnaire est accumulée par nos ennemis*, constatait désabusé, un observateur confédéré clairvoyant

qui avait deviné la tournure fatale des événements. Mais dans l'enthousiasme du printemps de 1861, quand les objectifs de la Confédération faisaient l'unanimité parmi ses citoyens, le coton, réquisitionné par le gouvernement, était censé procurer tout ce qui manquait, y compris les médicaments.

Le Sud n'avait jamais eu d'industrie pharmaceutique propre ; il achetait ses drogues au Nord ou en Europe en échange de son coton. Il n'y avait aucune raison pour que cela change en temps de guerre, si ce n'est que l'Europe était désormais la seule source d'approvisionnement. Le secrétaire à la Guerre, Judah P. Benjamin, avait parfaitement compris le rôle que devaient jouer les médicaments, destinés à préserver la santé d'une armée, certes volontaire et enthousiaste, mais recrutée parmi plus de six millions d'habitants – Noirs non compris – contre une masse de manœuvre nordiste extraite d'une population dépassant vingt-trois millions d'habitants comprenant une assez forte proportion d'émigrés récents. Etrange personnage que ce Judah Benjamin, *cerveau de la Confédération* comme on l'a surnommé à juste raison. Né de parents juifs aux Antilles, il était venu s'installer en Louisiane où l'exercice du droit avait fait sa fortune. Sa nomination comme secrétaire à la Guerre était heureuse et avait été un bienfait pour la Confédération. En mars 1862, à la suite de la démission du secrétaire d'Etat Robert Hunter, Benjamin avait été nommé à ce poste. En fait, Benjamin servit la Confédération à trois postes différents, toujours avec dignité et compétence, mais soit par manque de conviction, soit qu'il jugeât impossible d'influencer le président, il ne chercha jamais à s'imposer en dehors de ses départements respectifs. Benjamin, dont on disait qu'il avait l'air énigmatique d'un sphynx, avait d'ailleurs la bizarre manie de détruire ses papiers, si bien qu'il mourut quasiment sans laisser de trace. En tout cas, ce ministre extrêmement clairvoyant avait permis à la Confédération de démarrer sur des bases solides en ce qui concerne le service de santé de l'armée. Grâce à lui, le Sud était dans ce domaine mieux administré que le Nord au début des hostilités. En juillet 1861, la nomination par Davis de Samuel Preston Moore comme chirurgien général s'était révélée une réussite remarquable, contrastant avec les tâtonnements du Nord qui dut attendre 1863 pour trouver en W.A. Hammond un équivalent. Diplômé médecin au collège médical de Charleston en Caroline du Sud, Moore était un praticien remarquable et réaliste qui avait derrière lui une brillante carrière comme « régulier » dans l'armée. Et il avait choisi comme adjoint, un autre médecin militaire compétent, le docteur Julian Chisholm, lequel, après avoir reçu l'ordre de rédiger au pied levé un manuel de médecine et chirurgie militaires destiné à tous les praticiens de l'armée confédérée, s'était acquitté de sa tâche avec intelligence et célérité.

La structure du service de santé de l'armée confédérée était, en fait, basée sur la trame fédérale existant avant la guerre. Les Confédérés avaient en effet calqué leur gouvernement et tous les services qui en dépendaient sur le modèle de l'ancienne Union, soumettant notamment le chirurgien général à l'autorité directe du secrétaire à la Guerre. Ils ne montraient ainsi aucune gêne à copier servilement l'appareil gouvernemental d'un monde qu'ils avaient rejeté. C'est que cet appareil leur semblait bon ; pour eux, ce qui l'avait corrompu, c'était un esprit excessivement centraliste, et la nouvelle Constitution comprenait diverses clauses destinées à empêcher la même évolution déplorable.

Toujours est-il que, dans le service de santé confédéré, un homme pouvant se targuer d'être *honnête, tempérant, intelligent, écrivant lisiblement et correctement, avec*

certaines connaissances en comptabilité, pharmacie et petite chirurgie, pouvait revendiquer le titre de Hospital Steward, ou auxiliaire médical dans les hôpitaux militaires ou les ambulances du front. Mais il n'était pas question que ce volontaire fut obligatoirement pharmacien, différence essentielle avec le modèle fédéral tel que l'avaient conçu et finalement appliqué en 1863, le chirurgien général Hammond et son équipe. On reviendra sur ce point plus loin.

Le système était donc bien en place, prêt à fonctionner, mais dès le début, le problème fondamental à résoudre fut l'approvisionnement régulier et suffisant en médicaments. Le gouvernement confédéré avait saisi tous les stocks de coton existants avec option sur les récoltes futures, et les avait confiés aux bons soins d'agents commerciaux dûment accrédités et de toute confiance, chargés de les échanger contre, dans l'ordre prioritaire, des armes, des vêtements et des médicaments. Parmi ces délégués, Caleb Huse et le major Edward Anderson opéraient en Europe, John Tory Bourne et Louis Heyliger aux Bermudes. La Confédération comptait sur une reconnaissance officielle rapide de son existence légale, principalement par l'Angleterre et la France, afin de pouvoir entamer sans tarder les transactions commerciales nécessaires à son effort de guerre. Illusion fatale, car les gouvernements de Sa Gracieuse Majesté la reine Victoria et de l'empereur Napoléon III, quoiqu'au début assez favorables au caractère aristocratique du Sud, n'ont par la suite jamais voulu se « mouiller » au point de reconnaître plus que le simple statut de belligérant à la Confédération, ne désirant pas – et cela malgré le chômage provoqué par la pénurie de coton – cautionner une nation élevant officiellement l'esclavage à la hauteur d'une institution, par crainte d'une réaction violente d'une grande partie de l'opinion publique.

Le chirurgien général Samuel Preston Moore avait, lui, parfaitement saisi la gravité de cette situation. Le secrétaire à la Guerre, un avocat de l'Alabama, Leroy Pope Walker, grand bonhomme osseux avec une chique continuellement calée dans la joue, était en fait un piètre administrateur, à peine capable de venir à bout de sa seule correspondance. *Une patache* a dit de lui un chroniqueur acerbe, ajoutant féroce que *si Napoléon se manifestait dans le Sud, le ministre lui refuserait une escouade [...]*. Sentant le danger d'une collaboration avec un supérieur aussi peu sûr, le chirurgien général Moore fut amené à prendre des initiatives personnelles assez hardies que, fort heureusement pour lui, Walker ne se hasarda pas à contrecarrer. Moore était convaincu que l'importation de médicaments s'avérerait difficile, irrégulière, voire même impossible dans un avenir plus ou moins rapproché, par suite du blocus maritime fédéral qui se resserrait de jour en jour. Aussi fit-il publier, à l'attention des médecins militaires, un manifeste les incitant notamment : *[...] à faire tous leurs efforts pour développer les ressources internes du pays, et réduire sa dépendance de l'étranger en recherchant des possibilités d'approvisionnement sur le sol national [...] à obéir aux instructions particulières attirant leur attention, ainsi que celle de tout militaire ou civil dans leur secteur, sur la nécessité de récolter et faire parvenir à l'intendant médical du district les plantes médicinales reprises dans la liste annexée, insistant sur le fait que [...] les forêts et les savanes du Sud peuvent fournir un certain nombre de narcotiques et sédatifs, et une quantité importante de toniques, astringents, aromatiques et expectorants [...] et conviant [...] les personnes compétentes en la matière à rechercher des vertus thérapeutiques dans d'autres classes de végétaux non encore introduits dans l'usage courant, les découvertes devant être communiquées sans tarder au chirurgien général [...]*. Cette proclamation,

qui est aussi un cri d'alarme, est datée du 2 avril 1862, et marque pour le Sud le début de l'ère des *ersatz*.

La liste de substituts contenue dans la circulaire du 2 avril était tirée du remarquable ouvrage du docteur Francis Porcher, *The Resources of Southern Fields and Forests*. Descendant à la cinquième génération de Huguenots français, Porcher, né à Charleston en Caroline du Sud et diplômé médecin de l'université de cette ville, était un botaniste éminent. Il avait souligné dans son traité la valeur thérapeutique que lui semblaient posséder certaines plantes non utilisées en pharmacie. Parmi ces végétaux prometteurs figuraient la moutarde blanche (*Brassica kaber*), le cresson (*Nasturtium officinale*), l'ail (*Allium canadense*), le sassafras (*Sassafras albidum*), l'oseille (*Rumex crispus*), l'artichaut (*Cynara scolymus*), l'igname (*Dioscorea villosa*), le cornouiller (*Cornus florida*), l'écorce de saule (*Salix nigra*), le raisin d'Amérique (*Phytolacca americana*), le houblon (*Humulus lupulus*), la châtaigne (*Castanea dentata*), le sureau (*Sambucus canadensis*), et bien d'autres qui, d'après Porcher, pouvaient remplacer les drogues provenant d'Europe. En fait, tout au long de la guerre, les conseils de Porcher furent suivis avec un zèle remarquable. En octobre 1864, même lorsque tout sembla perdu, l'intendant médical R. Potts, de l'Alabama, reçut encore l'ordre d'effectuer des recherches en vue de mettre au point la production d'alcool à partir de semences de sorgho (*Sorghum vulgare*).

Une expérience curieuse fut la création, en 1863, d'un « jardin botanique » dont on attendait beaucoup, en particulier concernant la culture intensive de la lobélie. Mais on n'a jamais eu la preuve que cette initiative, dont le promoteur est resté inconnu, ait contribué de manière effective à améliorer sensiblement l'arsenal thérapeutique de la Confédération. Des efforts considérables furent par ailleurs tentés par le chirurgien général Moore pour s'assurer la collaboration de la population civile. A la demande du docteur Porcher, il publia le 19 mars 1863 une circulaire stipulant que *les intendants médicaux s'efforceront, au moyen d'avis paraissant dans les journaux, de convaincre les dames, dans tout le territoire de la Confédération, d'entreprendre elles-mêmes la culture du pavot dans leur jardin. Elles rendront ainsi à leur pays un signalé service. Les intendants médicaux leur fourniront, dans la mesure du possible, les semences adéquates et leur donneront les instructions nécessaires pour la récolte du suc sécrété par les capsules perforées, sa conservation et son expédition vers le dépôt militaire le plus proche*. Il est certain que les femmes sudistes, dont le dévouement à la « cause » fut égal sinon supérieur à celui des hommes, ont apporté ainsi une contribution substantielle à l'approvisionnement en drogues. Le gouvernement confédéré s'était par ailleurs assuré des possibilités supplémentaires d'éviter la pénurie de certaines drogues importantes, en établissant un monopole militaire. C'est ainsi que l'alun, le calomel, l'huile de ricin, la morphine, l'opium et la quinine figuraient sur la liste des produits qui ne pouvaient être vendus qu'à un officier confédéré dûment accrédité.

Une fois résolu, dans la mesure où le permettaient des circonstances souvent très difficiles, le problème de l'approvisionnement en matières premières, il s'agissait de transformer ces dernières en préparations pharmaceutiques adéquates. Tâche fort ardue en vérité, du fait que les installations indispensables étaient pratiquement inexistantes dans un territoire essentiellement agricole. Il fallait donc partir de zéro, en tenant compte des besoins les plus urgents. Parmi ceux-ci figuraient en bonne place les alcools et le whiskey qui, selon la mode de l'époque, servaient de véhicules à un grand nombre

d'agents thérapeutiques. Or, il se fait que ces alcools n'étaient pas repris sur la liste des articles monopolisés par l'armée ; aussi les distillateurs privés ne se faisaient-ils pas faute d'offrir en vente sur le marché libre des produits de qualité souvent plus douteuse, à des prix prohibitifs. Le gouvernement fut dès lors amené à considérer comme prioritaire la construction de distilleries placées sous son propre contrôle, comme celle de Salisbury en Caroline du Nord, qui aurait produit quelque deux cents à cinq cents gallons par jour.

L'emploi du conditionnel concernant les statistiques confédérées ne doit pas étonner. Il faut bien se mettre en tête, en effet, que si extraordinaire que cela puisse paraître, l'historien manque de données précises sur les problèmes pharmaceutiques de la Confédération, pour la bonne raison que l'incendie de la capitale du Sud, Richmond, en avril 1865 – la veille de la capitulation – a détruit de fond en comble toutes les archives gouvernementales. C'est donc principalement sur les mémoires qui nous sont parvenus, écrits par des médecins, pharmaciens et responsables du département médical que se base essentiellement la documentation relative aux problèmes pharmaceutiques du Sud. On sait néanmoins que le chirurgien général Moore avait ordonné la création de laboratoires destinés à fabriquer et contrôler les drogues et préparations fournies tant à l'armée qu'à la population civile. Les plus importants d'entre eux furent ceux de Lincolnton en Caroline du Nord, Columbia et Charleston en Caroline du Sud, Atlanta et Macon en Géorgie, Montgomery et Mobile en Alabama, Clinton et Mt. Lebanon en Louisiane, et un autre quelque part en Floride.

Que ces organisations aient été quelque peu improvisées et « bricolées », on l'a appris par les mémoires d'un pharmacien émigré allemand, Charles Theodor Mohr, qui avait ouvert en 1857 à Mobile en Alabama, une « Deutsche Apotheke », et s'était brusquement trouvé dans une situation difficile à l'ouverture des hostilités. En un anglais pas très châtié, dont la traduction ne peut rendre la saveur, ce confrère fait part de son désarroi : *Juste au moment où mon officine commençait à devenir rentable, survient la guerre civile qui ruine mes efforts. Sans avis préalable, je me retrouve en juin 1861 un citoyen de la Confédération, coupé du reste du monde par le blocus des forces nordistes. Cette situation m'obligeait, ainsi que d'autres confrères, à me reposer sur mes seules ressources. C'est alors que le gouvernement, vu l'urgence, m'a rendu responsable de fournitures de médicaments à l'armée, en m'intimant l'ordre de prendre la direction d'un laboratoire créé pour la préparation de produits pharmaceutiques à partir de matières premières qui étaient en grande partie de source indigène. J'ai obtempéré, sachant que j'arriverais à me tirer d'affaire avec l'appareillage que je possédais, sauf en ce qui concerne la verrerie. J'ai procédé à l'examen de drogues venant en fraude d'Europe, telles que morphine, opium, quinine et d'autres encore, comme il m'avait été requis de le faire.*





Samuel P. Moore, le chirurgien général avait mis sur pied le service médical de la Confédération (Wikipédia)



Francis Porcher auteur d'un ouvrage sur les valeurs thérapeutiques de plantes non utilisées en pharmacie (Wikipédia)



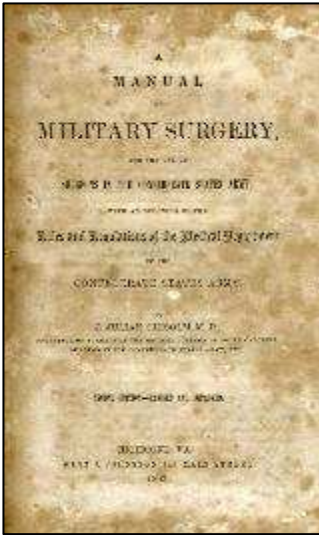
Charles T. Mohr fut contraint de diriger un laboratoire et d'y préparer des produits pharmaceutiques (Wikipédia)



De G. à D. et de haut en bas : le sassafras, le houblon, le sureau et le cresson firent partie des végétaux non utilisés en pharmacie mais qui pouvaient avoir des propriétés thérapeutiques et étaient repris dans l'ouvrage du docteur Francis Porcher (Wikipédia)



Types de coffret et de sacoche contenant des bouteilles et flacons pharmaceutiques. Certains pouvaient être portés sur le dos ou en bandoulière (Internet)



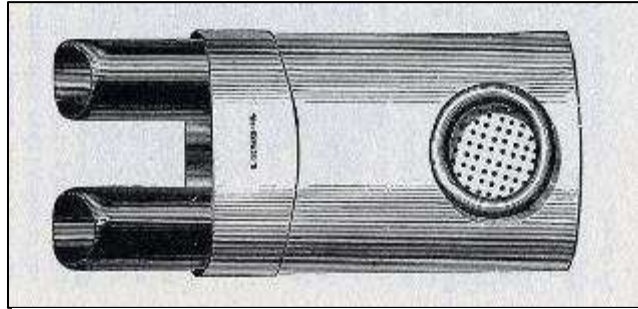
Le manuel de chirurgie militaire du Dr Chisholm (à G.) sera complété dès 1864 par le Confederate States Medical & Surgical Journal édité par un groupe de médecins de renom (centre). L'ouvrage de Francis Porcher sur les valeurs thérapeutiques des plantes non utilisées en pharmacie (à D.) (Internet)



Types de bouteilles et flacons utilisés en pharmacie lors de la guerre de Sécession. Le Sud n'avait pas d'industrie pharmaceutique et comptait sur la vente de coton en Europe pour s'approvisionner sur place en médicaments (Internet)



Le docteur Julian Chisholm avait été choisi par Moore pour le seconder. En 1861, il écrivit un manuel de chirurgie au profit des praticiens confédérés (National. Museum of Civil War Medicine)



Inhalateur pour anesthésie créé par le docteur Chisholm. Cet appareil se révéla être plus efficace que l'endormissement avec un tissu et un cône (National. Museum of Civil War Medicine)



Inhalateur conique développé en 1847 à Londres. Aussi appelé inhalateur Murphy, du nom de son promoteur (antiquescientifica.com)



Flasques métalliques d'éther et de chloroforme. Le Dr McGuire affirmait avoir effectué 15 000 interventions avec du chloroforme de bonne qualité, sans la moindre anicroche (Internet)



Anesthésie au moyen d'un tissu et d'un cône enveloppant le nez et la bouche du patient. Ces anesthésies étaient pratiquées avec du chloroforme ou de l'éther ou un mélange des deux produits (National Museum of Health and Medicine)

Il ressort de ce rapport – un des rares qui nous soient parvenus – que le souci de conformité des médicaments n’était pas absent, comme le confirme d’ailleurs un autre rapport, en provenance de l’intendant médical de Macon en Géorgie, H.M. Prioleau, mais malheureusement trop concis pour permettre de généraliser des cas particuliers. On connaît en somme peu de chose sur le fonctionnement de ces laboratoires. Celui de Clinton en Louisiane dut fermer ses portes assez rapidement à la suite de raids fédéraux. Celui de Mt. Lebanon, également en Louisiane, a fabriqué de l’opium à partir de coquelicots blancs d’origine locale, drogue dont la valeur thérapeutique fut confirmée par, non seulement son directeur, le Dr Bartholomew Eagan, mais par le Dr Porcher en personne. Il a produit également du chloroforme de bonne qualité, si l’on en juge par l’avis du Dr Hunter Mc Guire, remarquable chirurgien attaché au célèbre corps du général Thomas *Stonewall* Jackson, et qui a déclaré avoir pratiqué grâce à ce chloroforme plus de quinze mille interventions sans la moindre anicroche. Un autre chirurgien militaire confédéré, dont l’identité n’a pas été établie, a résumé de façon suggestive et amèrement ironique le point de vue du combattant vis-à-vis des fournitures en provenance des laboratoires gouvernementaux : *Nous étions le plus souvent à court de médicaments les plus courants, mais de temps en temps nous obtenions de bonnes préparations.* Les laboratoires pharmaceutiques de la Confédération travaillaient avec énergie, mais dans des conditions déplorables, et leur production atteignait à peine un niveau très moyen. Ainsi, parmi les médicaments qu’ils préparaient, l’onguent mercurial aurait été satisfaisant si ses composantes avaient bien voulu se maintenir en juxtaposition harmonieuse : *mais en fait, peu de temps après l’arrivée des lots qui nous étaient destinés, le mercure persistait à se séparer du reste [...].* L’insuffisance manifeste des laboratoires gouvernementaux obligeait évidemment les responsables à recourir à d’autres moyens pour étoffer les approvisionnements. Trois méthodes furent utilisées : forcer le blocus fédéral, passer les médicaments en fraude à travers les lignes de combat, et s’emparer des stocks abandonnés par les Nordistes lors d’une victoire sudiste sur le champ de bataille. Théoriquement, l’extension considérable des côtes sudistes devait permettre un trafic ininterrompu et facile des navires confédérés vers l’Europe, Cuba, le Mexique, les Bermudes et les Bahamas en vue d’échanger le coton contre les denrées essentielles à l’effort de guerre. Mais en fait Cuba, victime d’une épidémie de fièvre jaune, et le Mexique, occupé par les troupes françaises de Napoléon III, ne comptèrent pas beaucoup. Pour le reste, les ports praticables dans le Sud ne dépassaient pas huit, allant de Hampton Roads en Virginie à Galveston au Texas en passant par Wilmington et Hilton Head en Caroline du Nord, Charleston en Caroline du Sud, Savannah en Géorgie, Mobile en Alabama, et La Nouvelle-Orléans en Louisiane. Très réaliste, Abraham Lincoln avait, dès l’ouverture des hostilités décrété un blocus des ports sudistes, lequel s’avéra au début plus symbolique que pratique. Toutefois, au cours du temps, la flotte fédérale réussit à s’accroître en unités au point d’empêcher presque toute sortie ou entrée de bateaux confédérés dans les ports précités. A la fin de 1864, les forceurs de blocus avaient dû capituler devant l’efficacité de l’action fédérale. Mais, entre-temps, ils avaient connu leur heure de gloire. Une aura romantique ne cessera jamais de s’attacher aux exploits de ces hardis capitaines, dont Margaret Mitchell a brossé, dans son célèbre roman *Autant en Emporte le Vent*, un portrait fort authentique sous les traits de Rhett Butler. En fait, les ports de Hampton Road et de Hilton Head furent conquis par les Fédéraux de l’amiral Du Pont dès 1861, ceux de La Nouvelle-Orléans et Mobile par l’amiral Farragut en 1862 et 1864 respectivement, de sorte qu’il ne resta plus aux Sudistes que quatre ports qui furent progressivement neutralisés par une surveillance constante de la marine

fédérale. Traverser le filet tendu par le Nord devint une aventure de plus en plus périlleuse, où s'illustrèrent des capitaines comme Robert P. Pegram, John Maffitt et William A. Swann, dont l'héroïsme avait sans doute également comme motivation un certain appât du gain. Leurs navires rapides, aux lignes basses et élancées, peints en blanc pour réduire la visibilité en mer, étaient littéralement bourrés de coton réquisitionné, destiné à être échangé contre toute denrée intéressante la Confédération, y compris les médicaments. Ceux-ci étaient fournis principalement par les firmes britanniques Chamberlin & Co., Fraser, Trenholm & Co. et Evans & Sons.

Il est extrêmement difficile d'émettre une estimation quant à la quantité de produits pharmaceutiques importés de cette manière, car les connaissances étaient bien entendu presque toujours truqués, rassemblant sous la dénomination plus que vague de « marchandise » aussi bien les armes que les vêtements – comprenant souvent des robes de Paris demandées par les riches dames sudistes – et les médicaments. Une des meilleures sources d'information sur ce sujet vient, paradoxalement du Nord, en l'occurrence de New York. En effet, les navires forceurs de blocus capturés par la marine fédérale étaient dirigés sur ce port, où leur cargaison était vendue et le bénéfice réparti entre les responsables de la prise. Parmi les cas répertoriés, celui du bâtiment britannique *Peterhof* arraisonné et saisi par le USS *Vanderbilt* prouve en tout cas que la quantité de produits pharmaceutiques transportés ne laissait pas d'être importante. Lorsqu'elles arrivaient à destination, les drogues ainsi importées étaient systématiquement peut-on dire, analysées par les laboratoires gouvernementaux. Chargé de ce travail à Mobile, le pharmacien Mohr, déjà cité, relate le cas d'un lot de quinine fraudé qu'il avait trouvé *absolument non conforme*, ce qui laisse supposer que le gouvernement confédéré était parfois victime de fournisseurs malhonnêtes.

Les médicaments non réquisitionnés par l'armée étaient vendus aux enchères publiques dans les ports d'arrivée. Les pharmaciens tenant officine dans les villes côtières avaient donc ainsi l'occasion de s'approvisionner raisonnablement sinon régulièrement. Mais pour leurs confrères établis loin à l'intérieur des terres, c'était la catastrophe, car les transports vers l'hinterland s'avéraient fort précaires ; les voies ferrées, dont le réseau dans le Sud était déjà surchargé, insuffisant et en mauvais état, étaient monopolisées par l'armée pour les déplacements des troupes, et les chevaux faisaient l'objet de réquisitions impitoyables. Phénomène inévitable dans ces conditions, le marché des médicaments importés à travers le blocus ne tarda pas à tomber presque entièrement aux mains des marchands et spéculateurs sans scrupules. Une âpre concurrence s'établit entre ceux-ci pour l'obtention de contrats avec les capitaines en vue de l'achat de leur cargaison, laquelle était évidemment revendue au plus offrant à des prix de plus en plus prohibitifs, au fur et à mesure que les arrivées se raréfiaient. Ces importations soulagèrent-elles dans une mesure substantielle la pénurie de médicaments dans le Sud ? Il serait téméraire de l'affirmer, les documents y relatifs étant peu nombreux et contradictoires. Mais il est certain qu'à la fin de 1864, le blocus fédéral était devenu tellement efficace qu'il avait rendu la situation alarmante non seulement pour les armées confédérées en campagne, mais aussi pour la population civile dans son ensemble. Le recours au passage en fraude de médicaments à travers les lignes de combat semble avoir compensé dans une mesure non négligeable la carence des fabrications locales et l'effacement progressif des forceurs de blocus. Dans ce domaine, bien entendu, les histoires rocambolesques sont légion, alors que les documents probants sont rarissimes. Il est indéniable, toutefois que certains

hôpitaux militaires confédérés ont fait usage de médicaments portant sur leur emballage le label de laboratoires fédéraux de l'armée, notamment celui de Philadelphie. Et il paraît non moins certain que le président Lincoln a, avec l'accord du Congrès, fermé les yeux à diverses reprises sur nombre de transactions avec les Rebelles sous le prétexte qu'elles pouvaient *se révéler profitables aux armées fédérales*. Ceci revient à dire que Lincoln prenait fort à cœur la situation plus que lamentable des prisonniers de guerre nordistes enfermés dans les camps sudistes, comme celui, de sinistre mémoire, d'Andersonville en Géorgie, sans tenir compte des reproches virulents que lui firent ses ennemis politiques de se livrer à la contrebande de guerre.

La fraude de médicaments à travers les lignes prit, pendant un certain temps, une forme inhabituelle, par l'entremise de l'Adams Express Co, une société nordiste qui se chargeait de l'acheminement de lettres et de colis et possédait avant-guerre une filiale dans le Sud. Son tarif était de deux dollars pour effectuer et garantir la délivrance à tout bureau postal confédéré de petites quantités de quinine insérées dans une enveloppe, pratique à la fois philanthropique et fort rentable à laquelle il fut mis fin rapidement. Beaucoup de gens se sont adonnés à la contrebande de médicaments, mais tout compte fait peu l'ont exercée en tant que professionnels. Heureusement d'ailleurs, car la plupart des fraudeurs de profession étaient des margoulines sans scrupules faisant souvent office d'espions doubles. Leur ignorance concernant les produits qu'ils fraudaient a parfois provoqué des erreurs fatales, comme celle signalée par le pharmacien Mohr – décidément un précieux informateur – qui rapporte le décès de plusieurs malades hospitalisés, à la suite d'une confusion entre sulfate de quinine et sulfate de morphine.

En dehors des médicaments, la fraude portait également sur les instruments chirurgicaux et les publications médico-pharmaceutiques, dont la pénurie dans le Sud était vraiment tragique. Un groupe de médecins sudistes de renom essaya bien de compléter le remarquable traité du Dr Chisholm en faisant paraître en janvier 1864 à Richmond, un *Confederate States Medical and Surgical Journal*. Mais en février 1865, cette publication fut abandonnée après quatorze numéros, probablement vu le manque de papier et les difficultés de diffusion.

En ce qui concerne les armées confédérées, c'est encore tout compte fait sur les champs de bataille qu'elles trouvèrent leurs meilleures sources d'approvisionnement en médicaments, du moins pendant les deux ou trois premières années de guerre au cours desquelles elles forcèrent quelques belles victoires leur permettant de faire main basse sur les stocks considérables de l'ennemi en fuite. Mais à partir de 1864, l'écrasante supériorité du Nord fit s'accumuler les revers, rendant la situation de plus en plus précaire.

Quel était le statut du pharmacien sudiste, en particulier dans l'armée confédérée ? Il est malaisé de répondre avec précision à cette question, toujours par suite de cette désespérante absence de documents probants, qui oblige à une extrême prudence dans toute prise de position. On sait que le standing, assez élevé des « apothicaires » commissionnés officiers pendant les guerres de l'Indépendance en 1776 et contre la Grande-Bretagne en 1812 s'était peu à peu dégradé au cours du temps, par suite de la boulimie du corps médical, au point de réduire les pharmaciens à de simples auxiliaires des médecins. En comparant la situation à ce qu'elle était dans le Nord, et en extrapolant quelque peu, on en arrive à conclure que, dans le Sud, la position des pharmaciens ne s'était en aucune façon améliorée lors du déclenchement de la guerre civile. L'absence de tout groupement organisé de pharmaciens dans le Sud excluait d'ailleurs la possibilité

de la moindre pression de leur part en vue d'obtenir dans l'armée confédérée un grade correspondant à leurs capacités. Il n'est guère surprenant, dès lors, que les médecins militaires aient considéré la fonction des pharmaciens comme exclusivement réservée à la population civile. Cette optique est confirmée par plusieurs témoignages, comme celui du Dr Chisholm qui suggère dans son traité que *les hôpitaux utilisent les services d'auxiliaires agissant en tant que pharmaciens*, et celui d'un certain Dr Taylor qui, lui, déclare carrément : *Notre régiment avait deux médecins, un chirurgien et un assistant-chirurgien, et aussi un auxiliaire médical – une sorte de pharmacien – dont la tâche consistait à s'occuper des fournitures de médicaments, à préparer et distribuer les prescriptions, et à servir d'assistant occasionnel aux médecins*. Ces propos laissent clairement entendre que c'était plutôt le hasard que sa compétence qui plaçait un pharmacien à ce poste d'auxiliaire médical impliquant de grosses responsabilités.

Certains pharmaciens, dont les noms nous sont parvenus, servirent la Confédération dans l'armée en tant que volontaires, soit dans les hôpitaux militaires, comme les nommés Armstead à l'hôpital de Lauderdale en Floride, Jeff T. West et Sursdorff au célèbre hôpital Chimborazo de Richmond en Virginie, soit au front, comme G.W. Aimar qui fut lieutenant dans le régiment d'artillerie Lafayette de Caroline du Sud et Charles-Philip Candidus qui fit partie des fameux cavaliers du général Nathan Bedford Forrest. Les responsables des services médicaux de l'armée ne semblent avoir compris que sur le tard le parti qu'ils pouvaient tirer de ces professionnels compétents. Deux rapports du chirurgien général Moore adressés au secrétaire à la Guerre de l'époque, Breckenridge, en date respectivement de novembre 1864 et février 1865, soulignent que : [...] *les services d'experts sont absolument indispensables pour la fabrication des médicaments [...] Les préparations pharmaceutiques ne peuvent être valablement effectuées que par des pharmaciens qualifiés*. Ce revirement d'opinion s'est produit, malheureusement, quelques mois avant la capitulation d'Appomattox.

Si les pharmaciens n'avaient pas obtenu dans l'armée un grade digne de leur compétence, ils jouissaient cependant, dans la vie civile, d'une certaine considération. La loi sur la conscription de 1862 exemptait du service militaire obligatoire [...] *dans chaque pharmacie installée, un pharmacien honorablement connu en activité depuis le début de la guerre [...]*. Le terme « honorablement connu » tente ici de définir l'expression « in good standing », difficilement traduisible en français, et qui a donné lieu, même en anglais, à des interprétations diverses et parfois tendancieuses. En fait, les pharmaciens figuraient dans le Sud au nombre des exemptés au même titre que les enseignants, les rédacteurs de journaux, les imprimeurs, en général les hommes touchant aux services essentiels, ainsi d'ailleurs qu'un Blanc par plantation comptant plus de vingt esclaves noirs. Les nombreuses exemptions ainsi accordées contribuèrent manifestement à l'échec des lois mises en vigueur en vue du recrutement. Les auteurs de ces lois se cramponnaient au principe du service sélectif selon lequel certains hommes étaient plus utiles dans le civil que dans l'armée, et qu'il leur fallait rester chez eux pour que la guerre put continuer. Mais ils commirent l'erreur de désigner beaucoup trop d'affectations à l'intérieur, de dispenser du service trop d'hommes nécessaires à l'effort de guerre et d'accorder des sursis de telle façon qu'on put parler de favoritisme. La réaction populaire fut parfois vive contre ces différentes classes d'exemptés. Elle est illustrée de manière suggestive par un article paru le 2 septembre 1862 dans le journal *Weekly Sun* de Columbus en Géorgie, sous la plume acerbe de William L. Scruggs, qui écrit notamment : *On suppose que la loi*

sur l'exemption ne concerne que les pharmaciens qui consacrent toute leur activité exclusivement à une sphère professionnelle, et non tous les propriétaires et employés d'officine qui recherchent des buts nettement lucratifs, en vendant sans discrimination aussi bien des fraises et des pastèques que du sucre et du café, en passant par les articles en coton et la mélasse [...]. Beaucoup de ces pharmaciens « in good standing » bénéficiaires d'exemptions n'ont aucune notion de chimie théorique ou pratique. Le terme « in good standing » figurant dans le texte de l'arrêté peut impliquer aussi bien le succès dans les affaires, habileté dans la spéculation sur le tabac ou le whiskey, popularité parmi les habitants du quartier, ou protection privilégiée de la part des autorités locales ... Nous entendons bien que le texte élaboré par le Congrès donne à ce terme une interprétation telle qu'il s'applique uniquement à ceux qui ont fait de la pharmacie leur profession exclusive et à vie, à ceux dont les connaissances leur permettent d'exécuter correctement les prescriptions et dont l'intégrité, l'intelligence et la sobriété ont inspiré la confiance de la communauté. [...] Presque chaque village de la Confédération possède un exempté en la personne de quelque apothicaire incapable d'analyser le corps le plus simple ou d'exécuter l'ordonnance la moins compliquée. La seule preuve de sa spécialisation et de son good standing consiste en l'étalage de quelques fioles vides, un maigre assortiment de peignes et de brosses, de quelques bouteilles de teinture pour les cheveux, d'huile miracle et autres remèdes à tout faire yankees [...]. Cet éditorial percutant fait partie d'une série de pamphlets dirigés contre les exemptés. Il reflète sans doute une part de vérité, car il est évident que les pharmaciens régulièrement diplômés étaient minoritaires aux Etats-Unis. Beaucoup de gens exerçaient la profession en autodidactes sur la base d'études personnelles ou d'un bon apprentissage.

L'historien Coulter, s'est inspiré dans son ouvrage intitulé *Les Etats Confédérés* de l'article de Scruggs, en y ajoutant quelques considérations de son cru, comme par exemple celle-ci : [...] *à la suite de la loi sur l'exemption [...] on vit naître plus de drug-stores que jamais [...].* Tendancieusement interprétée, cette allusion ne contribua pas peu à jeter le discrédit sur la profession de pharmacien dans le Sud pendant la guerre. Or, on n'a jamais eu la moindre preuve qu'un petit ou un grand nombre de personnes aient revendiqué le titre de pharmacien afin d'échapper à la conscription, et en général les pharmaciens confédérés ont accompli leur devoir de manière irréprochable. Il existe un document qui confirme ce point de vue : il s'agit d'un rapport qu'un membre du Congrès nommé Orr a adressé au président Jefferson Davis en date du 16 mars 1865, dans lequel il certifie que : [...] *les pharmaciens sont essentiels à la santé de la population, et le Congrès n'a été saisi d'aucune plainte concernant des abus commis par cette classe d'exemptés.*

Au moment de la sécession, les pharmaciens sudistes se sont trouvés dans l'obligation d'utiliser la Pharmacopée et le Formulaire de l'armée existant avant la guerre. La Confédération, désireuse de se détacher de tout élément rappelant l'ancienne Union, n'a pas manqué de faire un effort en vue de créer sa propre pharmacopée, et en même temps d'élever autant que possible le niveau de la profession. Dans cette optique, en mai 1863, il s'est tenu à Atlanta une convention groupant un grand nombre de pharmaciens sudistes dont le but était de mettre sur pied une association professionnelle destinée à la fois à promouvoir la qualité des préparations pharmaceutiques et à les codifier en une pharmacopée. On sait malheureusement fort peu de choses sur cette convention et on n'a retrouvé aucun document attestant qu'elle ait porté ses fruits.

Quant au prix des médicaments dans le Sud, il n'avait fait qu'augmenter au cours du temps au point de devenir prohibitif vers la fin de la guerre. La cause principale en était,

bien entendu, le manque de scrupules des fraudeurs et spéculateurs qui avaient réussi à accaparer la presque totalité des fournitures et les offraient à des prix exorbitants que les malades les plus fortunés n'hésitaient pourtant pas à payer pour obtenir un soulagement, même passer, à leurs souffrances. Quant aux moins favorisés, leur situation était évidemment dramatique. Il y avait aussi l'inflation continuelle du dollar confédéré, dont la valeur se dégradait en proportion de la rareté des victoires sur les champs de batailles. Vers la fin de la guerre, il ne valait plus que le vingtième du dollar fédéral, alors que les salaires étaient à peu près semblables des deux côtés. Au milieu de la conjoncture la plus contraire, le gouvernement sudiste a toujours trouvé plus simple de faire fonctionner la planche à billets, si bien que la moindre pièce d'or se vendait contre un nombre impressionnant de greenback dollars. N'empêche que malgré toutes ses erreurs, dont quelques-unes inévitables, la Confédération a réalisé un véritable tour de force. Avec des disponibilités très limitées, le gouvernement sudiste a assuré la naissance d'une nation, levé et équipé des troupes, armé des navires et tenu l'ennemi en échec pendant quatre ans malgré son infériorité écrasante. Jamais sans doute un pays n'a réalisé tant de choses avec d'aussi faibles moyens. Il est tout de même relativement étonnant que, dans le domaine pharmaceutique, aucun médicament nouveau n'ait été trouvé dans le Sud, alors qu'il est patent que la nécessité est souvent génératrice de découvertes intéressantes. Même à l'heure actuelle, dans l'Union rétablie depuis longtemps, le Sud des Etats-Unis ne possède toujours pas d'industrie pharmaceutique importante sur son sol.

La conclusion qu'on peut tirer d'une étude de la pharmacie dans la Confédération est que d'une façon générale, on manque de documents permettant de se faire une idée précise sur la manière dont elle s'est exercée. L'incendie de Richmond et la perte des archives gouvernementales ont été sur ce point fort préjudiciables et les mémoires de professionnels auxquels on est obligé de se référer, ne constituent pas toujours des sources sûres d'information. Il est regrettable en effet que, mis à part quelques-uns comme le pharmacien Mohr, ces auteurs se soient trop attachés dans leurs écrits à des détails anecdotiques plutôt qu'à des données statistiques valables. Ces renseignements précieux ont, hélas, disparu avec eux dans la tombe, comme a disparu à jamais la Confédération.

Bibliographie

FRANKE, Norman H.: *Pharmaceutical conditions and drug supply in the Confederacy*, American Institute of the History of Pharmacy, Madison, Wisconsin, 1955

AUVRAY, Jean : *La pharmacie militaire fédérale pendant la guerre de Sécession*, paru dans le *Bulletin de Pharmacie* n° 2 (APhaBr), 1971-1972.

